

UMR 8582, EPHE / CNRS / PSL

Portail Web : <https://www.gsrl-cnrs.fr/>

Twitter : @LaboGSRL

Courriel : gsrl@cnrs.fr

Documentation : Antoine Vermande 33 (0) 88 12 17 98

La fonction de ce *GSRL Digest* est de compléter notre dispositif de communication en se focalisant principalement sur les appels à communication ou à contributions, les offres de poste et les bourses, les appels à projet, et des informations générales liées à notre environnement de recherche.

Merci de nous signaler les infos pertinentes relevant de ces domaines. Si ces infos ont une "date de péremption" courte (moins de 10 jours), elles sont en priorité diffusée via le courriel *gsrl-diffusion*. Sinon, elles figurent dans ce *GSRL Digest*.

Notre actualité est consultable sur notre site internet (<https://www.gsrl-cnrs.fr/>). Elle est aussi répercutée par courriel ainsi que sur le fil Twitter dédié (@LaboGSRL).

Pour les annonces de cours & événements scientifiques, voir aussi les sites de nos tutelles : <https://www.ephe.fr/> & <http://www.cnrs.fr/>

Pour compléter le survol de notre écosystème de recherche, le portail du *CAMPUS CONDORCET* est une ressource : <https://www.campus-condorcet.fr>



Groupe Sociétés, Religions, Laïcités

Le GSRL (UMR 8582) est un laboratoire de recherche du **CNRS** et de l'**École pratique des hautes études** (EPHE-PSL). Le GSRL rassemble des chercheurs de différentes disciplines (histoire, sociologie, sciences politiques, anthropologie, philosophie, droit etc.) travaillant sur les transformations du religieux et les questions relatives à la laïcité dans le monde contemporain. Son champ de compétences englobe de nombreuses aires culturelles. Depuis septembre 2019, il est installé au Campus Condorcet à l'adresse suivante :

GSRL

5ème étage Bâtiment Recherche Nord

Campus Condorcet

14 Cours des Humanités, 93322 Aubervilliers

DEUX POSTES DE POST-DOCTORANTS (4 mois)

Le Groupement d'Intérêt Scientifique (GIS) Moyen-Orient et mondes musulmans recrute **deux post-doctorants** pour une durée de quatre mois dont un à temps partiel, prise de fonction au 1er septembre 2020 :

-Post-doctorant (H/F) pour le développement des ressources numériques pour la recherche sur le Maghreb, le Moyen-Orient et les mondes musulmans, contrat à temps partiel, **date limite de candidature 8 juillet 2020**

Pour postuler :

[Lien](#)

-Post-doctorant (H/F) Ressources numériques recherche et formation en islamologie, contrat à temps plein, date limite de candidature **3 juillet 2020**

Pour postuler :

[Lien](#)

Call for papers : religion and pandemic, shifts in interpretations, popular lore, and practices (special issue)

The global crisis caused by the COVID-19 pandemic brings about various responses, from acts of social solidarity to outbreaks of hidden conflicts in public life. Religious communities and organisations are strongly entangled in these processes. The very fact of the pandemic, its emotional perception, as well as its medical and political implications require instant reactions from religious institutions and individual believers. These reactions may relate to changes in rituals, daily practices, and forms of communication; lead to a crisis of the religious economy; cause the emergence of new myths, phobias, and protective strategies; and generate theological interpretations and new ethical choices.

For academic disciplines studying religion, this critical situation provides unique material and produces new methodological and conceptual challenges. Methodologically, the research will require new inventiveness to cope with the constraints of direct face-to-face fieldwork. Theoretically, there is a need to revisit a few currently used concepts and research fields, such as, for example, material religion (in connection with the quarantine regime of social distance); semiotic ideologies (due to the increased need for providential interpretations); the structure of religiosity (due to changing relationships of belief, ritual, and behavior); virtual/digital religion (due to a massive transfer of religion into the digital space); lived religion (due to the growth of normative

uncertainty with the weakening of authoritative sources of identity); transnational syncretism and hybridity (due to the suspension of migration contacts and the revival of national barriers).

In this special issue, we will seek new ways to address the notions of religious contact and transfer in the context of the COVID-19 pandemic. We will look both at intra-confessional and inter-confessional dynamics with a prospect of their future comparison. We will especially welcome studies of interconnected, “entangled” responses to the crisis, in line with the focus of this Journal (for more information, see <https://er.ceres.rub.de/index.php/ER/about>).

We invite scholars in religious studies, anthropology and sociology of religion, and other related disciplines to submit their research to this special issue. We look for proposals of about 250 words and papers of around 7000-8000 words. The contributions should not only report on current religious reactions and responses to the pandemic but also offer a critical discussion of these phenomena that will address a broader academic debate. In this way, we aim to produce a series of studies that will remain relevant regardless of whether the COVID-19 pandemic will turn out to be a one-time disaster or a recurring and long-lasting problem.

Deadlines:

Please submit paper proposals by **July 31, 2020** to the contacts indicated below. Authors will be notified of acceptance by August 15, 2020.

Draft papers are due by January 15, 2021.

For this very relevant topic, we propose an innovative reviewing procedure, the so-called open peer review. After an initial review by the guest editors and editorial staff of Entangled Religions, drafts will be published online, and reviewers will publicly comment on them. The revised articles will then be published in the online journal Entangled Religions. We believe that this new approach to peer review and editing will make the process more transparent and will facilitate a fruitful debate about the issues that are still ongoing and full of stimulating new turns.

To submit your proposal or receive more information, please contact the guest editors:

Alexander Agadjanian (Center of Religious Studies, Russian State University of the Humanities) grandrecit@gmail.com

Konrad Siekierski (Department of Theology and Religious Studies, King’s College London) konrad.siekierski@kcl.ac.uk

[Lien](#)

APPEL A CONTRIBUTION : École, religions et laïcité : perspectives comparatistes et interdisciplinaires

« Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs » (CRES), numéro thématique n°21

RÉSUMÉ

À l'échelle internationale, l'école est supposée respecter la dimension privée des élèves et de leurs familles, leurs croyances, leurs valeurs et leurs intérêts : c'est la dimension proprement libérale que l'on peut résumer par l'idéal de non-interférence (Pettit, 2004). D'autre part, l'école contribue à construire la dimension publique du/de la citoyenne : sans l'enseignement de certains principes et « valeurs » communes, il est difficile d'entretenir un mécanisme d'identification à la communauté politique. C'est pourquoi une tendance forte, politique mais aussi académique, consiste à promouvoir un « nationalisme libéral » (Miller et Gustavsson, 2020). Mais dans quelle mesure la valorisation de la nation peut-elle être libérale en terme de respect de la sphère privée des individus ? Ce dossier propose d'éclairer les tensions, débats et controverses qui procèdent de ces deux exigences scolaires potentiellement contradictoires.

Argumentaire

En 2010 et 2011, la chancelière Angela Merkel, le premier ministre David Cameron et le président Nicolas Sarkozy ont déclaré que le multiculturalisme n'était plus à l'ordre du jour. D'après Angela Merkel, l'idée selon laquelle « nous vivons maintenant côte à côte et nous nous en réjouissons » aurait « totalement échoué ». D'après David Cameron, « avec la doctrine du multiculturalisme d'État, nous avons encouragé différentes cultures à vivre séparées les unes des autres ». Enfin, selon Nicolas Sarkozy, « la vérité c'est que dans toutes nos démocraties, on s'est trop préoccupé de l'identité de celui qui arrivait et pas assez de l'identité du pays qui accueillait ». Des sociologues se demandent toutefois à quoi pouvaient bien faire référence ces chefs d'État, nonobstant leurs divergences personnelles et les contextes nationaux différents. En effet, les politiques multiculturelles n'ont jamais vraiment existé en Europe, sauf à les confondre avec la mise en œuvre d'un libéralisme pourvoyeur de droits individuels : par exemple la liberté d'association, la non-discrimination ou la liberté de manifester sa religion en public (Joppke, 2017). Il n'en demeure pas moins que certaines politiques souhaitent rompre avec un supposé « multiculturalisme » en promouvant l'enseignement scolaire des « *British values* » (Grande-Bretagne), des « valeurs de la République » (France), ou en préservant un environnement scolaire fidèle aux traditions nationales supposément chrétiennes (Italie, Irlande ou Pologne).

En Amérique Latine, des luttes sociales ont promu l'ascension politique de gouvernants populaires d'origine métisse et indigène (Penha, 2015) accompagnée de discussions sur une « éducation ethno-raciale », qui appelle une « décolonisation du savoir » privilégiant les cultures africaines et indigènes dans la perspective historique de construire une identité latino-américaine (Lander, 2005 ; Gomes 2018). Cette identité est marquée par l'association ambiguë entre religion et État ainsi que par la forte influence de la religion chrétienne dominante, qui se divise en plusieurs dénominations (Silva, 2007) à travers un

processus de bricolage et de syncrétisme avec des religions africaines, animistes, spiritualistes et indigènes (Sanchis, 2001). L'enjeu pour ces religions minoritaires est de perdurer dans une société où la religion chrétienne officielle, avec son caractère public, participe à la construction de liens sociaux et d'une appartenance symbolique (Oro, 2008). Plus récemment, les évolutions politiques et éducatives sont accompagnées d'une vague conservatrice, particulièrement visible au Brésil, qui conduit à affaiblir les efforts de réflexion pour une éducation multiculturelle, laïque ou séculière, en privilégiant une moralité d'inspiration chrétienne.

En Amérique du Nord, les réalités sont également contrastées. Les États-Unis sont fortement marqués par le principe de séparation églises/État ainsi que par un idéal d'école publique et laïque (*secular*) très populaire jusque dans les années 1980 mais de plus en plus discuté, notamment pour des raisons de libre choix de l'école (Reese, 2010). Par exemple, en 2002, un jugement de la Cour Suprême – dont le vote fut très serré – rend possible l'utilisation de chèques scolaires, émis par l'État, pour choisir des écoles privées religieuses. Les principes séculiers du *non-establishment*, inscrit dans la Constitution, sont ainsi interprétés de façon « ouverte » à rebours d'une compréhension habituelle en termes de neutralité (Cohen, 2016). Par contraste, le Canada, marqué par une division historique entre protestants anglophones et catholiques francophones, élabore une doctrine multiculturaliste officielle malgré des évolutions potentiellement contradictoires entre attachement au libéralisme politique, démarches nationalistes (notamment au Québec) et reconnaissance de minorités religieuses (Kymlicka, 2007). Plusieurs tendances en résultent à l'école. Le système scolaire public québécois n'organise pas d'instruction catholique, mais développe un cours d'« Éthique et culture religieuse » qui demeure controversé (Baril & Baillargeon, 2016). D'un autre côté, sous l'impulsion d'un gouvernement nationaliste, la loi dispose depuis 2019 que l'État du Québec est laïque. L'interdiction du port de signes religieux par les enseignants des commissions scolaires ne manque pas de susciter des tensions politiques avec le Canada anglophone, qui se présente comme plus ouvert à cet égard.

Quant à l'histoire scolaire africaine, elle est également fortement marquée par les faits religieux (Soares, 2006). Alors que les écoles coraniques s'étaient implantées plusieurs siècles auparavant (Ware, 2014), les écoles européennes ont été missionnaires avant d'être portées par des gouvernements coloniaux. Si les écoles missionnaires ont été très tôt appropriées par les populations et ont joué le rôle d'interface entre les sociétés africaines et les pouvoirs coloniaux laïques et religieux, les écoles coraniques ont suscité la méfiance des administrations coloniales qui ont cherché à les contrôler. Aujourd'hui, le champ scolaire sur le continent africain est en pleine reconfiguration, notamment dans les rapports entre les secteurs public et privé, et ce à tous les niveaux d'enseignement. Aux côtés d'un secteur privé laïc croissant, de nouvelles écoles privées évangéliques côtoient d'anciennes écoles missionnaires. L'enseignement arabo-islamique a lui aussi beaucoup évolué, prenant des formes variées selon les pays (Cissé, Compaoré & Pilon, 2019 ; Dia, Hugon & d'Aiglepierre, 2016). Par conséquent, l'espace scolaire peut être le lieu de tensions ayant pour enjeu la place des religions dans les processus d'inclusion et d'exclusion au sein des nations. Tel est le cas également sur d'autres continents, comme en Inde où, depuis fin 2019, un mouvement étudiant issu des universités publiques manifeste contre une nouvelle loi sur la citoyenneté discriminatoire envers les musulmans. Les étudiant-es de diverses religions ou courants non-religieux s'opposent ainsi à une conception de la citoyenneté perçue comme exclusive.

L'école publique dans les Amériques, en Afrique, en Asie et en Europe n'en reste pas moins appréhendable sous une perspective commune. D'une part, l'école a pour mission de respecter la dimension privée des élèves et de leurs familles, leurs croyances, leurs valeurs et leurs intérêts : c'est la dimension proprement libérale que l'on peut résumer par l'idéal de non-interférence (Pettit, 2004). D'autre part, l'école contribue à construire la dimension publique du citoyen qui est elle-même nécessaire pour maintenir des institutions démocratiques : sans l'enseignement de certains principes communs ou de « valeurs » civiques, il est difficile d'entretenir un mécanisme d'identification à la communauté politique (ne serait-ce que le fait d'aller voter ou d'être attaché au principe de la séparation des pouvoirs). C'est pourquoi une tendance forte, politique mais aussi académique, consiste à promouvoir un « nationalisme libéral » (Miller & Gustavsson, 2020). Mais dans quelle mesure la valorisation de la nation peut-elle être libérale en terme de respect de la sphère privée des individus ? Ces deux exigences potentiellement contradictoires éclairent les tensions, débats, controverses à propos de l'école aujourd'hui.

Le questionnement se prolonge en matière de laïcité : une bonne partie des discussions politiques et scientifiques à son sujet concernent la façon de l'aborder, soit comme concept détaché de toute identité nationale, soit au contraire comme une expression particulière de cette dernière, pour le meilleur ou pour le pire. Pour le meilleur, car cette dernière serait elle-même une incarnation d'idéaux universalistes ; ou pour le pire, car elle comporterait des éléments excluant les minorités culturelles hier et aujourd'hui (colonisation, indifférence aux différences...). Dans ce chassé-croisé ambigu, la laïcité et la « raison universelle » sont devenues subitement attractives à certains penseurs peu libéraux (au sens du libéralisme politique) qui perçoivent ces dernières comme l'émanation de « nos » valeurs face à des minorités culturelles et/ou religieuses qui surgiraient sans avoir été invitées.

Dans le cadre du présent dossier, le domaine interdisciplinaire des sciences de l'éducation invite à traiter ces questions à l'aide de quatre approches : philosophique, sociologique, didactique, historique. Un enjeu serait alors de clarifier les positions (inter-)disciplinaires qui souffrent de certains malentendus : on entend parfois dire que la philosophie serait trop « abstraite », la sociologie conceptuellement « fragile », la didactique quelque peu « normative », l'histoire pas assez « explicite » d'un point de vue théorique, etc. Refusant ces raccourcis, le dossier entend faire place à ces quatre champs de recherche pour faire apparaître des démarches communes ou complémentaires. Une exigence est toutefois que chaque proposition d'article inclue un matériau empirique, d'une part *contextualisé* au regard d'enjeux socio-politiques qui dépassent les questions scolaires, d'autre part analysé suivant la (les) posture(s) disciplinaire(s) choisie(s) dont les soubassements méthodologiques seront clairement explicités. Quelques pistes sont possibles à cet égard :

1. Comment mettre à distance les controverses politico-médiatiques sur la laïcité, les religions, la nation, les identités collectives ? Comment analyser de façon distanciée les discours publics, les réalités institutionnelles, les pratiques professionnelles des enseignants, éducateurs et chefs d'établissements, ou encore les représentations et expériences des élèves et/ou de leurs parents ? À quelles conditions est-il possible, à l'inverse, de s'inscrire dans une démarche critique qui prendrait explicitement parti sur ces sujets ? Suivant les indications de Max Weber, la sociologie consiste à comprendre et expliquer la réalité sociale sans porter de jugement de valeur. On sait bien toutefois que les propos sociologiques peuvent être normatifs : ils suggèrent parfois comment la société *devrait* être. Si Weber invitait à identifier l'échelle de

valeurs qui commande la constitution de tout objet d'étude, les questions vives esquissées dans cet appel pourraient constituer une mise à l'épreuve de cet enjeu.

2. En conséquence, des réflexions normatives sur les questions de religions à l'école ne peuvent être menées qu'en toute transparence sur la base d'un matériau empirique évitant la réflexion hors-sol. Il est alors possible de discuter un modèle politique particulier : libéralisme, nationalisme, communautarisme, républicanisme, etc. (Laborde, 2017). La réflexion juridique peut avoir également sa place si l'influence sociale des lois, décrets, jugements ou jurisprudence est bien explicitée (McCrea, 2016).
3. Le travail de compréhension des situations scolaires se trouve souvent sur un terrain d'affrontements politiques incluant ce qu'on appelle aujourd'hui les « guerres mémorielles » ou la « concurrence des mémoires » : l'histoire peut être mobilisée pour légitimer l'unité nationale, entretenir l'identité collective voire l'inscrire dans une mythologie des origines. Les passions que soulèvent les programmes scolaires sont symptomatiques de ces débats, par exemple sur ce qu'il est convenu d'appeler « l'enseignement des faits religieux » (Nef, 2017) ou les polémiques relatives à l'enseignement de l'islam (Tolan, 2018). C'est donc l'articulation entre mémoire et histoire qui peut être travaillée dans le cadre de ce troisième axe.
4. Il est également possible de traiter la question empirique des relations entre savoirs savants, savoirs scolaires et savoirs communs dans des situations scolaires. Par exemple, qu'est ce qui se passe dans une classe quand des élèves étudient la coexistence entre différentes religions en mobilisant leur savoir commun sur la notion de « tolérance » (Vézier, 2018) ? Que se passe-t-il à l'inverse lorsque des savoirs scientifiques, religieux, liés à des ontologies différentes, entrent en concurrence au sein de l'école ? (Lewandowski, 2015) Étudier les savoirs professoraux permet de suggérer des pistes pour (r)établir un lien entre savoirs disciplinaires et savoirs scolaires, au service de la cohérence des apprentissages. L'enjeu est alors d'identifier les conditions concrètes permettant de réaliser cette opération : comment prendre en compte les représentations des élèves au sujet de la religion, les contraintes des contextes de travail et des cadres institutionnels, les réformes de la formation des enseignants, les directives gouvernementales multiples ?

Ces pistes sont forcément partielles : les articles sont invités à les compléter, éventuellement à les reformuler, à condition de s'inscrire dans la thématique générale de l'appel et les exigences méthodologiques retenues. S'inscrivant dans le domaine des sciences de l'éducation et de leurs liens avec leurs disciplines contributives (Albero, 2019), le dossier voudrait faire appel à des chercheur·e·s d'horizons différents afin de favoriser les dialogues, articulations et/ou passerelles possibles entre sociologie, philosophie, didactique et histoire sur la thématique en jeu, à condition de bien faire apparaître les contextes scolaires et éducatifs : caractéristiques des établissements, construction des problèmes publics, paramètres historico-politiques, etc. Les techniques d'enquête mobilisées peuvent être variées, avec une préférence pour le qualitatif : ethnographie, enquête historique, analyse de discours publics et/ou de documents, entretiens et observations en milieu éducatif et notamment scolaire.

Calendrier

En utilisant le formulaire joint à l'appel, les propositions de résumé devront parvenir

au plus tard le 18 septembre 2020,

simultanément auprès des coordonnateurs du dossier et des co-rédacteurs en chef de la revue.

- Nathalie Bonini nathalie.bonini@univ-tours.fr
- Pierre Guidi pierre.guidi@ird.fr
- Sébastien Urbanski, sebastien.urbanski@univ-nantes.fr
- Gabriela Valente, gabriela.abuhab.valente@gmail.com
- Didier Boisson, didier.boisson@univ-angers.fr

Les premières versions des articles seront attendues le 1 février 2021.

Les propositions, qui peuvent relever de toute discipline de sciences sociales, peuvent être rédigées en anglais et en français. Le dossier prendra place dans le n°21 des *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, prévu pour paraître au printemps 2022.

Le comité de rédaction profite de cet appel à contribution pour rappeler que la revue comporte également une rubrique "Hors-thème" pour laquelle vous pouvez soumettre des articles portant sur l'éducation et les savoirs.

[Lien.](#)

Fermeture d'été du campus Condorcet (1-16 août 2020)

"Mesdames, Messieurs,

Avec l'accord des établissements membres et à titre exceptionnel pour cette année 2020, les bâtiments du site d'Aubervilliers, à l'exception du Siège de l'Ined et de la Maison des chercheurs, seront fermés **du 1er au 16 août 2020** inclus.

Nous vous invitons à prendre vos dispositions compte tenu de l'impossibilité d'accéder aux bureaux et espaces concernés pendant cette période.

Bien cordialement,"

L'équipe du Campus Condorcet
